

Recueil I

Table des matières générale Recueil II . .
Voir Recueil II disponible séparément

vii

Généralités

Table des matières détaillée 3

Dispositions légales générales. 11

La Constitution coordonnée. 11

Loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (Extrait) 35

Arrêté royal du 17 janvier 2003 pris en exécution de l'article 22, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale 37

Arrêté royal du 30 janvier 2003 pris en exécution de l'article 26 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale 38

Loi-programme du 27 décembre 2004 (Extrait) 39

Loi-programme du 27 décembre 2005 (Extrait) 40

Loi du 19 novembre 2004 instaurant une taxe sur les opérations de change de devises, de billets de banque et de monnaies 40

Loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (Extrait) 42

Loi du 9 janvier 2012 transposant la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures 42

Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales 49

Arrêté royal du 20 décembre 2019 portant exécution du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales 86

Loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt. 89

Arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers 97

Arrêté royal du 7 avril 2019 désignant les organisations centralisatrices et les points de contact uniques au regard du point de contact central des comptes et contrats financiers 105

Conciliation fiscale 108

Loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) (Extrait). 108

Arrêté royal du 9 mai 2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)	109	Mesures COVID-19	124
Loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale (Extrait)	111	<i>Autorité fédérale</i>	124
Arrêté royal du 21 décembre 2018 portant exécution du Chapitre 2 de la loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale	112	Arrêté de pouvoirs spéciaux n° 7 du 19 avril 2020 portant des mesures de soutien supplémentaires en matière d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents, d'impôt des personnes physiques, de taxe sur la valeur ajoutée, de précompte professionnel, de droits d'enregistrement et de rétributions. . .	124
Régularisation fiscale	114	Loi du 15 juillet 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19 (CORONA III)	126
Loi du 21 juillet 2016 visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale	114	Loi du 20 décembre 2020 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 (Extrait)	132
Décret de la Région wallonne du 1er juin 2017 portant assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, instaurant un régime de régularisation fiscale limité dans le temps et instaurant des mesures concernant le transfert de la propriété d'un immeuble d'une société à un associé, la renonciation à l'usufruit sur un bien immeuble suivie ou précédée par une donation, les clauses d'attribution de la totalité du patrimoine commun ou clauses de partage inégal de ce patrimoine commun, sans condition de survie, mieux connues sous les termes de "clause de la maison mortuaire" et la révision du montant des amendes (Extrait)	120	Loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 (Extrait)	137
		Loi du 18 juillet 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 (Extrait)	144
		<i>Région de Bruxelles-Capitale</i>	147
		Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/005 du 16 avril 2020 concernant la taxe sur les établissements d'hébergement touristique en raison de la crise sanitaire du COVID-19	147
		Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/014 du 23 avril 2020 relatif à la taxe sur les services de taxis et les services de location de voitures avec chauffeur en raison de la crise sanitaire du COVID-19	148

Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/021 du 20 mai 2020 visant à prolonger le délai de paiement de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et de la taxe de mise en circulation en raison de la crise sanitaire causée par le COVID-19	148	Fédéral/Régional	167
Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/020 du 28 mai 2020 visant à introduire des mesures d'assouplissement pour les droits d'enregistrement dans le contexte de la pandémie de COVID-19	148	Code des Impôts sur les Revenus 1992 – Exercice d'imposition 2024 (Revenus 2023)	167
Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/053 du 7 janvier 2021 concernant la taxe sur les appareils automatiques de divertissement due pour l'exercice 2021 en raison de la crise sanitaire du COVID-19	149	Arrêté royal d'exécution du 27 août 1993 du Code des impôts sur les revenus 1992 – Exercice d'imposition 2024 (Revenus 2023)	674
<i>Région wallonne</i>	149	Arrêté royal du 10 octobre 1979 pris en exécution du Code des impôts sur les revenus en matière de fiscalité immobilière	854
Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales	149	Loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (Extrait)	857
Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 69 du 16 décembre 2020 adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19	150	Loi-programme du 2 août 2002 (Extrait)	860
<i>Région flamande</i>	151	Loi-programme du 22 juin 2012 (Extrait)	866
Décret du 17 avril 2020 portant dérogation temporaire au Code flamand de la Fiscalité en raison de la crise du coronavirus	151	Arrêté royal d'exécution du 23 août 2015 de l'article 2, § 1er, 13°, b, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992	868
		Arrêté royal d'exécution du 18 décembre 2015 de l'article 2, § 1er, 13°, b), alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992	870
		Arrêté royal du 19 décembre 2017 fixant le facteur d'autonomie visé à l'article 5/2, § 1er, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions	871
		Loi du 2 mai 2019 transposant la Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne	871
Première partie.			
Impôts sur les revenus			
Table des matières détaillée	155		

Loi du 17 mars 2019 concernant l'ins-
tauration d'un budget mobilité (Ex-
trait). 880

Régional. 887

Ordonnance du 15 décembre 2014 re-
lative à la taxe régionale additionnelle à
l'impôt des personnes physiques, que le
Parlement de la Région de Bruxelles-
Capitale a adopté en sa séance du ven-
dredi 12 décembre 2014 887

Décret wallon du 28 avril 2016 - Prêt
"Coup de Pouce" 887

Arrêté du Gouvernement wallon du 22
septembre 2016 portant exécution du
décret du 28 avril 2016 relatif au Prêt
Coup de Pouce. 890

Décret wallon du 13 décembre 2017
portant diverses modifications fiscales
(Extrait) 898

Arrêté du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spé-
ciaux n° 2020/045 du 19 juin 2020 re-
latif au prêt Proxi 898

Arrêté du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spé-
ciaux n° 2020/045 du 19 juin 2020 re-
latif au prêt Proxi 901

Arrêté du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale du 1 octobre
2020 portant exécution du prêt Proxi . 901

Deuxième partie.
Taxes assimilées aux impôts
sur les revenus

Table des matières détaillée 911

Code des Taxes Assimilées aux Impôts
sur les Revenus – Exercice d'imposition
2024 (Revenus 2023). 913

Troisième partie.
Droit fiscal européen

Table des matières détaillée 969

Directive 2008/7/CE du Conseil du 12
février 2008 concernant les impôts in-
directs frappant les rassemblements de
capitaux 971

Convention 90/436/CEE du 23 juillet
1990 relative à l'élimination des
doubles impositions en cas de correc-
tion des bénéfices d'entreprises asso-
ciées – Acte final – Déclarations com-
munes – Déclarations unilatérales . . . 977

Protocole modifiant la convention du
23 juillet 1990 relative à l'élimination
des doubles impositions en cas de cor-
rection des bénéfices d'entreprises as-
sociées – Acte final (1999/C 202/01). 984

Directive 2003/49/CE du Conseil du 3
juin 2003 concernant un régime fiscal
commun applicable aux paiements
d'intérêts et de redevances effectués
entre des sociétés associées d'États
membres différents. 986

Directive 2009/133/CE du Conseil du
19 octobre 2009 concernant le régime
fiscal commun applicable aux fusions,
scissions, scissions partielles, apports
d'actifs et échanges d'actions intéres-
sant des sociétés d'États membres dif-
férents, ainsi qu'au transfert du siège
statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un
État membre à un autre 991

Directive 2010/24/UE du Conseil du
16 mars 2010 concernant l'assistance
mutuelle en matière de recouvrement
des créances relatives aux taxes, im-
pôts, droits et autres mesures. 1000

Directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE	1009	Modèle OCDE de Convention fiscale du 21 novembre 2017 concernant le revenu et la fortune – Version 2017	1099
Accord de coopération du 27 mars 2017 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone, dans le cadre de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et dans le cadre des traités mixtes bilatéraux et multilatéraux entre le Royaume de Belgique et un autre Etat ou d'autres Etats qui prévoient la coopération administrative dans le domaine fiscal	1061	Modèle belge de Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale (juin 2010)	1110
Directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents	1065	Convention du 25 janvier 1988 concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale	1122
Directive 2016/1164/UE du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur	1071	Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, faite à Paris le 24 novembre 2016	1129
Directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne	1083	Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014.	1156
		Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus	1161
		Convention entre le royaume de Belgique et la république Française pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales	1172
		Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	1188
Quatrième partie. Droit fiscal international			
Table des matières détaillée	1097		

Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (2001)	1200
Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales (2023).	1219
Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital	1236
Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (2006)	1248
Convention entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris la contribution des patentes et des impôts fonciers.	1269

Recueil II

Voir Recueil II disponible séparément

Cinquième partie. TVA

Législation fédérale	13	Arrêté royal n° 7 du 29 décembre 1992 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	155
Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.	13	Arrêté royal n° 8 du 12 mars 1970 dé- terminant, en matière de taxe sur la va- leur ajoutée, les modalités d'arrondis- sement des taxes dues, à déduire ou à restituer	173
Loi du 30 juillet 2013 relative à la certi- fication d'un système de caisse enregis- treuse dans le secteur horeca	105	Arrêté royal n° 9 du 12 mars 1970 rela- tif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée	173
Arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajou- tée	106	Arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux articles [15, § 2, alinéa 4], 21bis, § 2, 9°, alinéa 4, 25ter, § 1er, alinéa 2, 2°, alinéa 2 et 44, § 3, 2°, d), du code de la taxe sur la va- leur ajoutée, aux déclarations de com- mencement, de changement, de cessa- tion d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la va- leur ajoutée	174
[Arrêté royal n° 2 du 19 décembre 2018 relatif au régime du forfait en ma- tière de taxe sur la valeur ajoutée	131	Arrêté royal n° 11 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la TVA	178
Arrêté royal n° 2bis du 15 mai 2022 fixant les bases forfaitaires de taxation en matière de taxe sur la valeur ajoutée pour les cafetiers et les petits cafetiers	133	Arrêté royal n° 13 du 29 décembre 1992 relatif au régime des tabacs ma- nufacturés en matière de taxe sur la va- leur ajoutée	178
Arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'applica- tion de la taxe sur la valeur ajoutée.	137	Arrêté royal n° 14 du 3 juin 1970 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, ali- néa 2, 2°, du Code de la taxe sur la va- leur ajoutée, portant sur de tels biens.	179
Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée	146		
Arrêté royal n° 6 du 27 décembre 1977 relatif aux exemptions concernant les transports internationaux, les navires [, bateaux et aéronefs et les opérations ré- alisées en faveur de la Commission eu- ropéenne ou une agence ou un orga- nisme créé en vertu du droit de l'Union dans le cadre de certaines de leurs mis- sions], en matière de taxe sur la valeur ajoutée	154		

Arrêté royal n° 15 du 3 juin 1970 organisant la procédure d'expertise prévue à l'article 59, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	180	Arrêté royal n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique	224
Arrêté royal n° 16 du 3 juin 1970 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes de poissons, crustacés et mollusques dans les minques communales.	183	Arrêté royal n° 35 du 28 décembre 1999 établissant une base forfaitaire d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de la marge brute des agences de voyages	227
Arrêté royal n° 18 du 29 décembre 1992 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	183	Arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	228
Arrêté royal n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises	186	Arrêté royal n° 44 du 9 juillet 2012 fixant le montant des amendes fiscales non proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée	239
Arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	188	Arrêté royal n° 45 du 14 avril 1993 relatif à l'exemption pour les jeux de hasard ou d'argent sur le plan de la taxe sur la valeur ajoutée	244
Arrêté royal n° 22 du 15 septembre 1970 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée	212	Arrêté royal n° 46 du 29 décembre 1992 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la TVA due y afférente	245
Arrêté royal n° 23 du 9 décembre 2009 relatif à la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A.	217	Arrêté royal n° 47 du 25 février 1996 relatif au contrôle du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due en raison de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation de moyens de transport, au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code.	247
Arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.	218	Arrêté royal n° 48 du 29 décembre 1992 relatif aux livraisons de moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code dans les conditions de l'article 39bis du Code de la TVA	247
Arrêté royal n° 27 du 26 juin 1973 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les viandes provenant des animaux de boucherie.	222		
Arrêté royal n° 30 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles	224		

Arrêté royal n° 50 du 11 décembre 2019 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires	249	qui concerne des prestations de transport de biens et des prestations accessoires a ces transports	268
Arrêté royal n° 51 du 14 avril 1993 relatif au régime de simplification pour les acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée	252	Arrêté royal n° 58 du 28 mai 2019 relatif à la communication des informations relatives aux bâtiments nouvellement construits pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.	268
Arrêté royal n° 52 du 11 décembre 2019 relatif aux moyens de preuve en ce qui concerne les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées et relatif à l'exemption des acquisitions intracommunautaires de biens et des opérations y assimilées, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	253	Arrêté royal n° 59 du 18 mai 2020 relatif au prélèvement de cadeaux commerciaux de faible valeur et au prélèvement à des fins caritatives de biens alimentaires et de biens non alimentaires de première nécessité autres que les biens pouvant être utilisés de manière durable, en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée.	269
Arrêté royal n° 53 du 23 décembre 1994 relatif au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire applicable aux biens d'occasion, objets d'art, de collection ou d'antiquité	254	Arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca	272
Arrêté royal n° 54 du 25 février 1996 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	256	Loi du 30 juillet 2013 relative à la certification d'un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca	273
Arrêté royal n° 55 du 9 mars 2007 relatif au régime des assujettis formant une unité TVA	259	Arrêté royal du 1 octobre 2013 relatif aux modalités d'application en ce qui concerne la certification d'un système de caisse enregistreuse dans le secteur horéca	274
Arrêté royal n° 56 du 10 avril 2022 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un Etat membre autre que l'Etat membre de remboursement et des assujettis non établis dans la Communauté	261	Législation européenne	277
Arrêté royal n° 57 du 31 octobre 2017 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée en ce		Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.	277
		Règlement d'exécution n° 282/2011/UE du Conseil du 15 mars 2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	397

Règlement n° 904/2010/UE du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée 426

Règlement d'exécution n° 79/2012/UE de la Commission du 31 janvier 2012 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du règlement n° 904/2010/UE du Conseil concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée 445

Sixième partie.
Droits d'enregistrement

Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région Bruxelles-Capitale. 469

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale. 555

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale. 560

Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région wallonne. 561

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne. 654

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne 659

Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Dispositions fédérales, applicable pour la Région flamande 659

Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande 732

Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande 738

Septième partie.
Droits de succession

Code des droits de Succession – Région de Bruxelles-Capitale 745

Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région Bruxelles-Capitale 811

Arrêté royal du 26 août 2003 contenant des règles complémentaires relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83/3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21 juin 2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des datations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession - Région Bruxelles-Capitale 814

Code des Droits de Succession – Région wallonne. 820

Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région wallonne	890	l'article 111, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21 juin 2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession - Région flamande.	940
Arrêté royal du 26 août 2003 contenant des règles complémentaires relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83/3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21 juin 2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession - Région Wallonne	893	Huitième partie. Droits et taxes divers	
Arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2018 portant exécution du décret du 26 avril 2018 modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'exempter de droits de partage, de donation et de succession des biens immobiliers classés comme monument	899	Code des droits et taxes divers	947
Code des droits de Succession – Dispositions fédérales, applicables pour la Région flamande	904	Arrêté royal du 3 mars 1927 portant exécution du Code des droits et taxes divers	1000
Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région flamande.	939	Neuvième partie. Impôts régionaux	
Arrêté royal du 26 août 2003 contenant des règles complémentaires relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83/3 du Code des droits de succession et à		Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions (Extrait)	1027
		Loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1 et 2, de la Constitution.	1037
		[Décret wallon du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes].	1037
		Arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.	1068
		Accord de coopération du 7 décembre 2001 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertation concernant l'applicabilité	

technique des modifications aux im- pôts régionaux projetées par les Ré- gions et l'applicabilité technique de l'instauration par les Régions de rédu- ctions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû . .	1075	Arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif aux annotations dans le registre de pu- blication des règlements et ordon- nances des autorités communales . . .	1293
Code flamand de la fiscalité du 13 dé- cembre 2013 (extrait).	1077	Nouvelle loi communale codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988 (Région Bruxelles-Capitale) (Extrait)	1293
Arrêté d'exécution du Code flamand de la fiscalité	1228	Ordonnance du 14 mai 1998 organi- sant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles- Capitale	1294
Décret wallon du 16 juillet 2015 instau- rant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisa- tion des routes	1228	Arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 2018 relatif à la publication et les possibilités de consultation d'arrê- tés et de pièces de l'administration lo- cale, concernant la manière dont les rè- glements et ordonnances de l'administration locale sont tenus au registre et concernant les possibilités de consultation des arrêtés des zones poli- cières et des zones de secours.	1297
Ordonnance du 29 juillet 2015 intro- duisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette . .	1235	Décret flamand du 30 mai 2008 relatif à l'établissement, au recouvrement et à la procédure contentieuse des taxes provinciales et communales	1298
Ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale	1246	Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes com- munales	1301
Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2021 portant exécution de l'ordonnance du 6 mars 2019 relative au Code bruxellois de procédure fiscale	1276	Code de la démocratie locale et de la décentralisation (Extrait)	1304
Dixième partie. Impôts locaux		Onzième partie. Tableaux de concordance	
Loi du 18 juillet 1860 portant abolition des octrois communaux	1289	Code flamand de la fiscalité.	1351
Loi du 26 juillet 1971 organisant les ag- glomérations et les fédérations de com- munes (Extrait).	1291	Arrêté du Gouvernement flamand du 20 décembre 2013 portant exécution du Code flamand de la fiscalité	1391
Loi du 7 juillet 1972 fixant les limites du pouvoir d'imposition des aggloméra- tions et des fédérations de communes	1292		